

s'alliant à Gustave-Adolphe et aux protestants d'Allemagne contre la catholique Autriche? Depuis quand les préoccupations de parti ou de secte et les préférences constitutionnelles ont-elles, en politique extérieure, le droit de primer les considérations tout simplement françaises?

Or, comme l'écrivait en 1888 M. Anatole Leroy-Beaulieu :

« S'il est un pays intéressé à l'existence de l'Autriche, c'est la France. Le jour où la monarchie austro-hongroise viendrait à disparaître ou à être réduite aux pays de la couronne de Saint-Étienne, c'en serait fait de la puissance française. Devant une Allemagne agrandie des provinces allemandes ou demi-allemandes de l'Autriche, la France tiendrait moins de place en Europe que n'en tient aujourd'hui l'Espagne, car, entre elle et l'empire germanique, la France n'aurait pas de Pyrénées. L'Autriche est la clef de voûte de l'équilibre européen. Pour quiconque envisage l'ensemble de la politique continentale, le premier intérêt de la France est le maintien de l'Autriche, sinon exactement dans ses limites actuelles, du moins dans son cadre historique. L'une ne saurait demeurer grande puissance qu'autant que l'autre le demeure... Le jour où l'Autriche, rassurée du côté de la Galicie et du bas-Danube, marcherait d'accord avec la Russie, l'hégémonie prussienne aurait pris fin. Ce jour-là notre pauvre Europe pourrait